

## Congrès AFSP Paris 2013

### Section Thématique 28. La coordination des partis et des électeurs dans les systèmes politiques bipolarisés

Antonio Garrido (Universidad de Murcia, Espagne),  
[agarrido@um.es](mailto:agarrido@um.es)

Ana Caballero (Universidad de Murcia, Espagne)  
[ana.caballero.maside@gmail.com](mailto:ana.caballero.maside@gmail.com)

### La coordination stratégique dans le multipartisme bipolaire équilibré et déséquilibré : le cas de la France dans une perspective comparée

#### Abstract:

Presidential elections with a run-off also reinforces the proliferation of parties and the problems of coordination among voters and parties. Under run-off rules with three or more candidates voters always face incentives to vote strategically. In this paper we analyze some consequences of this strategic vote. First, we discuss the evidence in support of the hypothesis that the problems of coordination enhanced by the electoral system made “*nonmedian voter’s candidates*” elected Presidents: De Gaulle, Mitterrand, Chirac or Sarkozy in were not the median voter’s candidates. Secondly, the case of the *divided center* involves a large center split into two or three parties with a single right-wing or left-wing clear leader in the first round. In this scenario elites will have incentives to promote strategic behavior. Thirdly, the case of “*lopsided bipolar multipartism*” involves a fragmented left (or right) with three or four candidates or parties and a large right split into two candidates or parties and it would be likely, that the two rightist candidates would finish in the top two spots in the first round.

## **La coordination stratégique dans le multipartisme bipolaire équilibré et déséquilibré : le cas de la France dans une perspective comparée**

Dans les élections présidentielles directes avec plusieurs candidats et utilisant la règle de la majorité absolue, soit les équilibres politiques n'existent pas, soit ils sont centristes, comme signale Gary Cox (1997) ; par conséquent les gagnants pourraient être issus des extrêmes. Le caractère instable ou arbitraire de ces équilibres est dû à la sensibilité de la règle de majorité absolue face à l'influence des alternatives perdantes, quand le gagnant dépend en grande partie des options disponibles et de la participation dans l'élection de candidats insignifiants ou minoritaires qui restent des appuis au candidat « viable », perdant ce soutien dans son propre spectre politique. Cette manipulation stratégique est souvent favorisée par son adversaire principal qui craint sa défaite dans une élection duale (Blais et Nadeau 1996; Cox 1997; Myerson et Weber 1993; Palfrey 1989).

L'introduction dans la campagne d'alternatives insignifiantes ou perdantes peut altérer significativement le résultat final et produire des résultats collectivement inefficaces. Même si sous la règle de la majorité relative le gagnant le plus efficace socialement devrait être préféré par la majorité de l'électorat face à chacun de ses concurrents, dans la pratique il ne sera pas nécessairement le gagnant de Condorcet. Mais de la même façon que la règle de majorité relative, la règle de majorité avec ballottage dépend des alternatives ou des candidats insignifiants, c'est-à-dire, des options disponibles, comme le montrent des études récentes sur les élections présidentielles françaises (Grofman, 2008; Dolez, Grofman, 2001).

Dans cet exposé nous analyseront le développement des problèmes de coordination dans les contextes de fort multipartisme, comme le cas de la France, et nous décrirons quelques scénarios stratégiques qui leurs sont propres, comme le « centre divisé » ou le « multipartisme bipolaire déséquilibré », ainsi que le scénario des outsiders et le vote négatif, afin d'illustrer notre discussion sur ces stratégies de concurrence électorale avec des exemples extraits de différentes élections présidentielles comparées.

### **1. LES ÉQUILIBRES DUVERGERIENS DANS LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES À DEUX TOURS: LE CAS DE LA France EN PERSPECTIVE COMPARÉE**

Le scrutin majoritaire à deux tours encourage la concurrence d'un nombre plus large de candidats au premier tour. Leur participation peut viser différents objectifs : arriver au second tour, quoique en deuxième position, puis rassembler derrière soi des partisans de ceux qui ont échoué au premier tour, ou bien gagner les votes de contestation qui cherchent à empêcher l'élection du favori. Dans le cas où ce candidat type ne passe pas au second tour, il pourrait encore renforcer son pouvoir de négociation face aux deux candidats restants (Wright et Riker, 1989 ; Sabasay, 1991 ; Taagepera et Shugart, 1994 ; Martínez, 2004 ; Golder, 2006 ; Crespo et Garrido, 2008 ; Crespo, Garrido et Riorda, 2008 ; Nohlen, 2008 ; Crespo, 2009).

Selon ses critiques, la faiblesse de ce modèle de scrutin est double. D'abord, le résultat final dépend en grande partie des contingences et surprises du premier tour. Ensuite, les « candidats de deuxième choix », parfois grâce à des événements ponctuels qui

entourent la campagne ou des thématiques qui ont pesé dans les débats, peuvent s'attirer une certaine masse de votants et passer au deuxième tour, mais n'auraient pourtant eu aucune chance d'atteindre la présidence dans une modalité d'élections sous la règle de la pluralité, comme dans les cas célèbres de Tyminski ou Fujimori. Le système à deux tours tend à décourager la création de deux grandes coalitions pré-électorales, en particulier l'unification de l'opposition, ainsi que la polarisation de l'échiquier politique en deux axes. Empiriquement, la tendance à concourir avec des candidatures séparées est vérifiée par les données.

**TABLEAU 1. ELECTIONS PRESIDENTIELLES EN DEMOCRATIES SEMI-PRESIDENTIELS (jusqu'à 2000)**

Pays	N° de élections	N° Effectif de candidat	Pourcentage de voix pour chaque candidat			
			1	2	3	4
<b>MAJORITÉ RELATIVE (Plurality)</b>						
Islande	5	2,37	57,5	28,6	10,3	3,3
Taiwan	2	2,81	46,6	28,9	19,0	5,3
<i>Moyenne Pluralité</i>	7	2,6	52,0	28,7	14,6	4,3
<b>MAJORITÉ À DEUX TOURS (Run-off)</b>						
Arménie	2	2,96	45,1	35,8	9,2	5,8
Autriche	10	2,1	53,2	34,8	7,2	1,6
Biélorussie	1	3,8	44,8	17,3	12,9	9,9
Bulgarie	2	3,1	44,4	28,7	19,3	4,1
Comoros	2	8,29	22,8	19,4	13,5	11,1
Congo-Br.	1	4,08	35,9	20,3	16,9	10,2
Croatie	3	2,73	53,1	23,5	15,4	3,2
Slovénie	2	2,62	59,7	9,2	4,7	3,5
Finlande (1994-2000)	2	4,39	32,9	28,2	16,1	11,5
<b>France</b>	<b>6</b>	<b>4,18</b>	<b>36,3</b>	<b>25,7</b>	<b>17,5</b>	<b>9,7</b>
Gabon	2	2,48	59,0	21,5	9,3	2,5
Guinée-Bissau	2	3,91	42,5	22,6	12,8	6,0
Haiti	3	1,51	82,4	6,2	2,9	1,5
Kirguizistan	2	1,73	73,0	19,1	4,1	1,4
Lituanie	2	2,62	52,4	32,9	8,7	2,8
Macedonie	2	4,2	42,6	17,3	8,0	7,4
Mali	1	3,89	64,7	9,0	6,6	5,6
Moldavie	2	3,92	68,4	13,9	5,1	4,7
Mongolie	2	2,11	59,3	34,2	3,3	s.d.
Niger	2	3,55	43,2	23,2	15,8	11,4
Pologne	3	3,57	43,0	24,5	14,3	6,4
Portugal	5	2,26	57,7	28,0	10,4	3,7
Rumanie	3	3,8	38,7	29,2	14,4	6,7
Russie	3	3,09	48,5	31,0	9,8	4,7
Ukraine	3	3,56	45,2	25,6	9,6	8,2



Yugoslavie	1	2,53	50,2	37,2	5,9	3,0
<i>Moyenne Elections Majorité</i>		<b>3.4</b>	<b>50.0</b>	<b>23,8</b>	<b>10,5</b>	<b>5,6</b>
<b>AUTRES MÉTHODES</b>						
<b>Vote Préférentiel</b>						
Irlande	6	2,40	48,7	40,9	8,4	1,2
Sri Lanka	4	2,15	54,4	40,6	3,4	0,9
<b>Autres procédures</b>						
Weimar	2	3,27	44,2	29,5	13,8	6,9
<b>Collège électoral</b>						
Finlande (1950-1988)	6	4,9	30,9	21,1	17,9	14,4
<b>Sélection par le Congrès</b>						
Estonie	1	4,7	35,8	22,6	16,1	5,3

Source: Élaboration propre

Le nombre moyen de candidats dans les démocraties présidentielles où le chef de l'Etat est élu avec le système à deux tours est de 3,34, ce qui montre bien que la concurrence est plus fragmentée que dans les systèmes de majorité relative (dont le Np est de 2,29) et confirme la règle M+1 formulée par Gary Cox (1997 : 123). Dans les systèmes semi-présidentiels, le nombre moyen de candidats est de 3,45 selon les données du tableau suivant. Ces deux chiffres sont très similaires, la France étant une exception à la règle car le nombre moyen de candidats présidentiels y est très élevé, de 4,2. Comme le soulignent Dolez, Grofman et Laurent (2011 : 4) «le choix du système de run-off dans toutes les élections présidentielles en France durant les deux premières décennies a donné lieu à un système plutôt différent de celui que prévoyait la règle M+1», cela dû au « à ce concurrence, à la fois en interne et entre les deux familles du premier tour, ainsi que à l'expectative de compétition entre les deux familles du deuxième tour, alors que seulement deux candidats y subsistent ».

Ces deux scénarios deviennent normalement plus complexes à fur et à mesure que le degré de multipartisme augmente. Dans les systèmes présidentiels, les pourcentages de suffrages obtenus en moyenne au premier tour sont de, respectivement, 44,5 pour le premier et 30,2 pour le second. La somme des deux révèle un frappant 74,7 %, soit 9 % de moins que dans le cas des formules de pluralité (dans les systèmes de majorité relative, la ponctuation moyenne était du 11 %). Si l'on considère les démocraties semi-présidentielles, comme la France, les pourcentages obtenus par les des deux principaux candidats au premier tour sont en moyenne de 50,0 % et de 23,8 % respectivement (la somme des deux candidatures représente presque 74% de l'électorat et la différence entre elles c'est de plus de 25%). Dans ce système, on appelle équilibres duvergeriens ceux où les candidats dont l'intention est de se classer au mieux en quatrième position obtiennent des suffrages qui tendent vers 0%. Le faible score qu'ils obtiennent empiriquement (5% en moyenne) est dû à la tendance à perdre l'appui instrumental de leurs votants, répondant aux faibles chances de succès qui leur sont accordées dans les sondages (Garrido : 2006).

En France, par contre, le score moyen obtenu par les trois premiers candidats au premier tour est de 36,3 %, 25,7 % et 17,5 % respectivement. Les équilibres non duvergeriens impliquent des ballotages ou des marges très étroites entre les différents candidats

données en troisième position par les sondages, la désertion de leur électorat étant peu prévisible. En France, le troisième candidat obtient, en moyenne, 17,5% des voix, soit environ 7% de plus que son équivalent dans le reste de cas. De plus, le score moyen obtenu par le quatrième candidat en France (9,7 %) est similaire à celui du troisième candidat dans le reste des cas (un 10,5 %).

Dans ces contextes de fort multipartisme en équilibres non-duvergeriens, comme le cas du modèle français, le vote stratégique ne se développe pas toujours selon la règle de la majorité absolue au cours du premier tour et des résultats paradoxaux apparaissent, comme dans les cas que Cox a étudié, ceux du centre divisé et du multipartisme déséquilibré. Dans la première hypothèse, deux candidats du centre sont empêchés d'arriver au deuxième tour à cause d'un manque de coordination stratégique entre les élites ou entre les votants, et cela permet le triomphe d'un candidat minoritaire, de gauche ou de droite. Dans la deuxième hypothèse, une famille de préférences apparaît tellement divisée en différentes candidatures que le run-off est seulement atteint par deux candidats de l'autre famille de préférence. Les paragraphes suivants analyseront ces scénarios caractéristiques des élections françaises dans une perspective théorique et comparée, ainsi que le scénario du multipartisme non-institutionnalisé ou destinstitutionnalisé, un contexte plus caractéristique du présidentielisme pure que du semi-présidentielisme, le premier étant composé de partis et des systèmes de partis faibles, ce qui favorise l'émergence et le triomphe électoral des outsiders.

## **2. PROBLÈMES DE COORDINATION STRATÉGIQUE SOUS LE MULTIPARTISME BIPOLAIRE ÉQUILIBRÉ : LE SCÉNARIO DU « CENTRE DIVISÉ »**

Le système de majorité absolue a impossibilité la victoire de gagnants en majorité relative dans des démocraties présidentielles et semi-présidentielles : Mitterrand en France (1974), Giscard d'Estaing en France (1981), Freitas do Amaral au Portugal (1986), Vargas Llosa au Pérou, Mamadou Tandja en Niger (1993), Zyuganov en Russie (1996), Ion Iliescu en Roumanie (1996), Mircea Snegur en Moldavie (1996), Horacio Serpa en Colombie (1998), Georges Iacovou en Chypre (1998), Tito Petkovski en Macédoine (1999), Tabaré Vazquez en Uruguay (1999), Diouf en Sénégal (2000), Menem en Argentine (2003), Adrian Nastase en Roumanie (2004), George Weah en Libéria (2005), etc. Il faut néanmoins reconnaître que, même si le système de majorité run-off empêche le triomphe du perdant de Condorcet, il ne garantit en aucun cas la victoire du gagnant de Condorcet et parfois sa défaite provoque des résultats dangereux pour les nouvelles démocraties (Pérez Liñan, 2006). Le gagnant de Condorcet ne triomphe pas, évidemment, quand il n'atteint pas le deuxième tour, car il existe équilibre où les trois candidats reçoivent un support important de la part de l'électorat (Bouton et Gratton, 2013). Comme souligne Cox (1997: 133): "Si tout le monde suppose que A perdra, indépendamment de savoir si B ou C atteindront le deuxième tour, alors il y a une raison substantielle pour voter stratégiquement : le premier tour devient vraiment une élection du vainqueur final. Finalement, si tous s'attendent à ce que A gagne contre B et perde contre C, il y a encore une raison de voter stratégiquement, spécialement si B et C sont plus proches l'un de l'autre qu'ils ne le sont de A ».

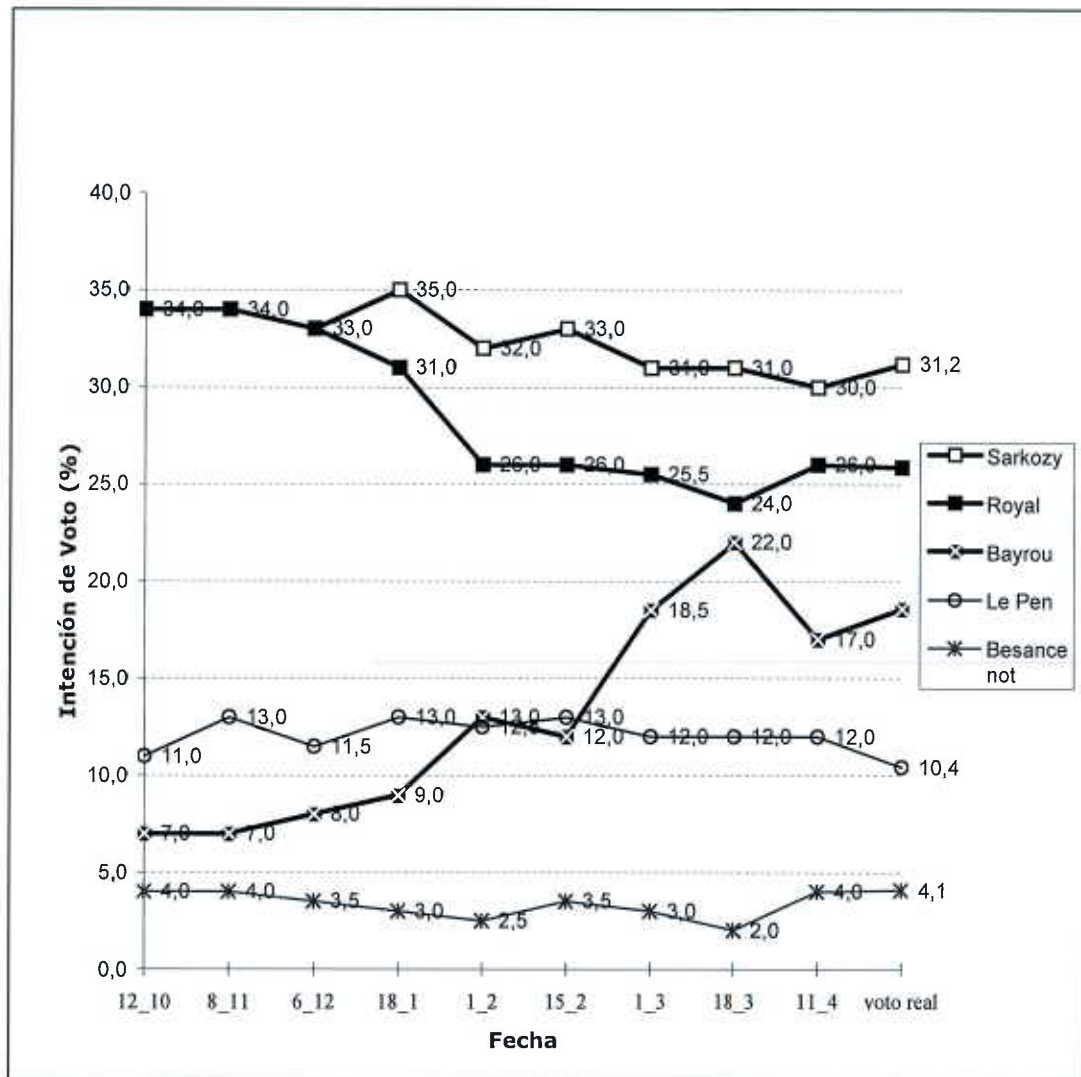
Dans le scénario du « centre divisé », un candidat centriste se trouve empêché d'arriver au deuxième tour dû à une erreur de coordination stratégique des élites ou des votants, ce qui permet le triomphe d'un candidat minoritaire de droite ou de gauche. Par contre, le gagnant final aurait pu être battu par un des candidats éliminés au premier tour si les votants pouvaient le choisir à nouveau. On trouve de nombreux exemples dans les élections présidentielles françaises, car la structure stratégique de la compétition électorale sous le multipartisme bipolaire équilibré français détruit normalement les possibilités des candidats centristes (Lewis-Beck et Chlarson, 2002 ; Adams, Merrill et Grofman, 2005; Dolez et Laurent, 2010; Nadeau, Bélanger, Lewis-Beck, Cautrès et Foucault, 2012).

Comme Colomer l'a bien signalé (2001 :98), en 1988 et 1995, le président français qui n'était "pas soutenu par l'électeur médian fût forcé, éventuellement, à *cohabiter* avec un premier ministre élu par le vote médian, de différente orientation idéologique". Le problème, alors, c'est que le résultat des élections utilisant le run-off dépend en excès des contingences du premier tour (Blais, Laslier, Laurent, Sauger et Van der Straeten, 2007; Fauvelle-Aymar et Lewis-Beck, 2008; Grofman, 2008; Blais, Labbé-St-Vincent, Laslier, Sauger et Van der Straeten, 2011).

Ainsi, au Brésil, beaucoup de brésiliens ont craint une élection entre Lula et Brizola en 1989, tandis qu'en France, même les sondages pronostiquèrent un ballottage entre Chirac et Balladur en 1995. Que ce soit De Gaulle en 1965, ni Mitterrand en 1988 ou Chirac en 1995, aucun n'était le préféré de l'électeur médian. Dans tous ces cas, les gagnants de Condorcet (le centriste Lecanuet en 1965 ainsi que les ex-premiers ministres Raymond Barre en 1988 et Edouard Balladur en 1995) furent éliminés au premier tour. Balladur, selon l'analyse des données précédentes obtenues avec des sondages publiés avant les élections présidentielles de 1995, aurait battu Jospin (de 55 points contre 45) et Chirac (54 contre 46), mais, pour un point et demi à peine, ne put accéder au deuxième tour.



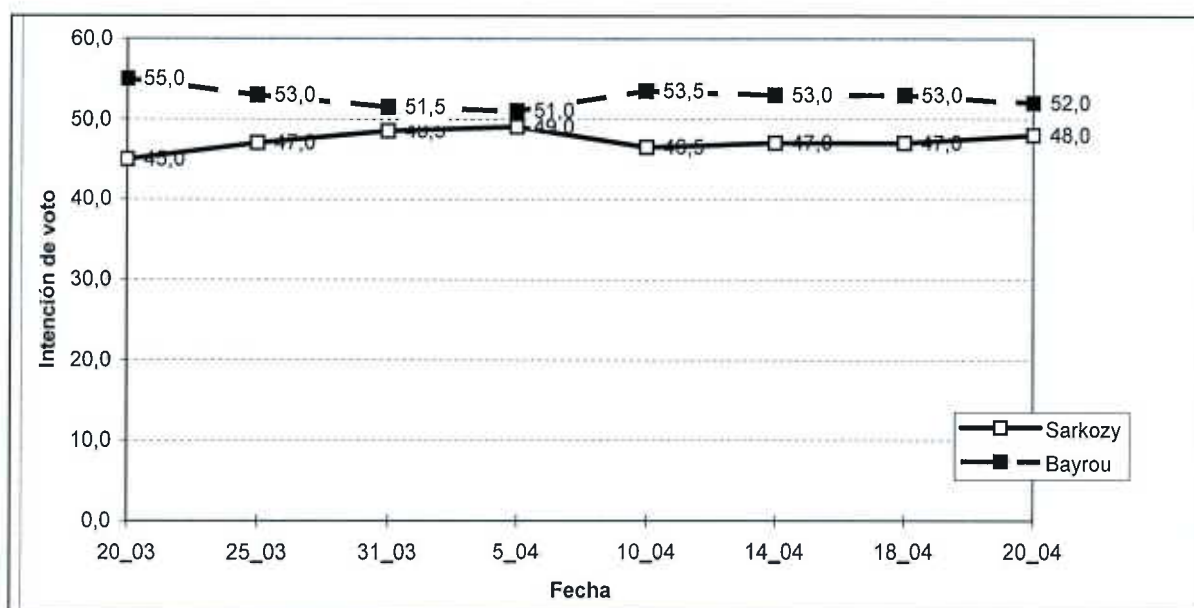
**Graphique 1. INTENTION DE VOTE EN PREMIER TOUR DANS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE DE 2007**



Source: TNS-Sofres

En 2007, s'il était arrivé au deuxième tour, Bayrou aurait battu n'importe lequel de ses adversaires: il aurait obtenu 52,5 % des votes face au 47,5 % de Sarkozy, qui, à son tour, battrait Royal avec 53,5 % des votes face au 46,5 % de celle-ci, selon les sondages dont les données ont été finalement confirmées dans le ballottage (Spoon, 2008). Néanmoins, les études notent un faible impact du vote stratégique dans ces élections (Dolez et Laurent, 2010). Les graphiques suivants montrent l'intention de vote selon le candidat (Royal ou Bayrou) qui allait se confronter dans le deuxième tour à Sarkozy, le candidat en tête dans les sondages.

**Graphique 2. INTENTION DE VOTE EN DEUXIÈME TOUR DANS  
L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE DE 2007 : SARKOZY VS.  
BAYROU**



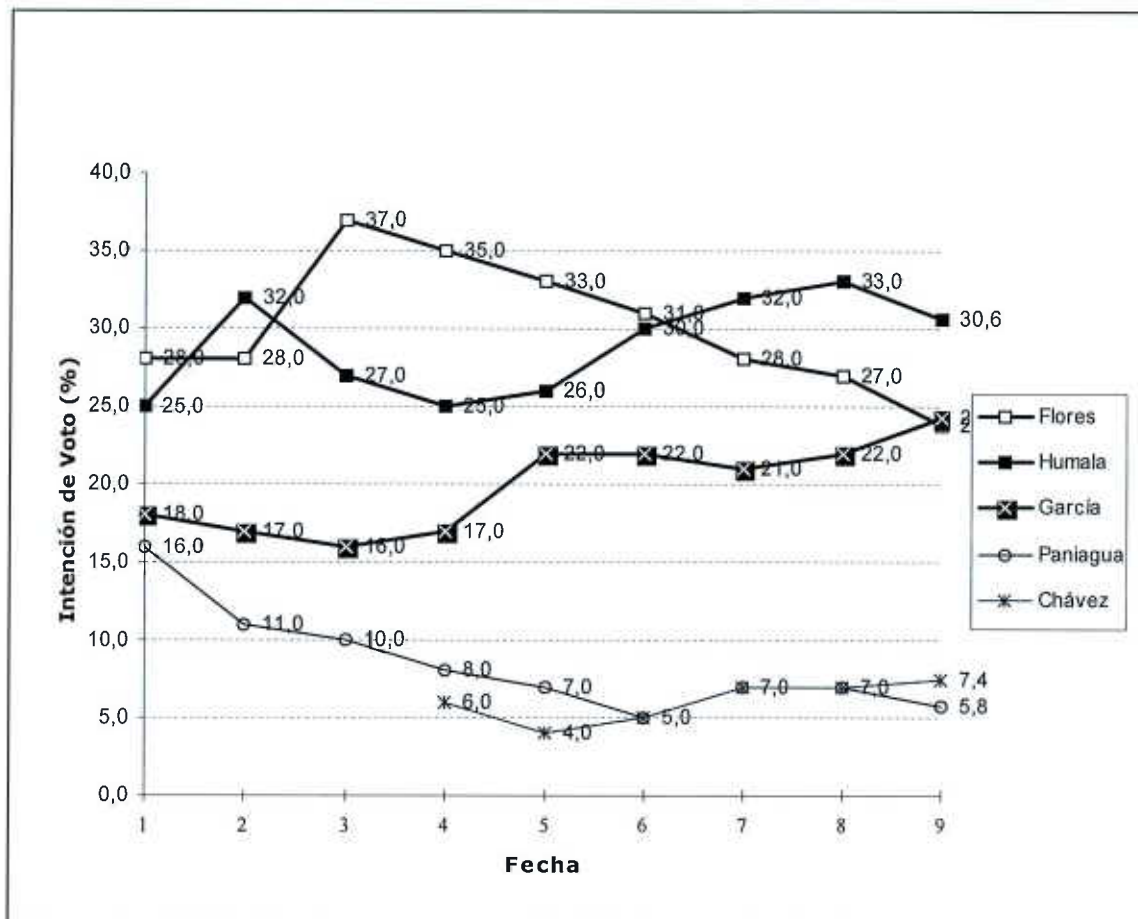
Source: TNS-Sofres

Le Pérou offre aussi plusieurs exemples récents du scénario du « centre divisé ». Un bon exemple du processus d'abandon du candidat préféré de la part de l'électeur médian que l'on a décrit s'est produit dans l'élection présidentielle péruvienne de 2006 (Schmidt, 2006). Dans les enquêtes préalables, la candidate préférée de l'électorat était Lourdes Flores, du parti Unidad Nacional ('Unité Nationale'). Flores, selon les enquêtes d'intention de vote, aurait vaincu dans un deuxième tour, indépendamment de celui qui aurait été son adversaire. Ces circonstances et le leadership exercé par Lourdes Flores firent que, un mois à peine avant la première élection, les analystes péruviens considéraient comme acquis le triomphe de la candidate démocrate-chrétienne et spéculassent sur quel candidat deviendrait son concurrente dans le ballottage. Malgré les pronostiques favorables, la candidature de Lourdes Flores s'étiola dans la dernière phase de la campagne et finit par être surpassée par l'outsider nationaliste Ollanta Humala dans les sondages des semaines préalables au premier tour. L'affaiblissement progressif de ses soutiens favorisa l'ex- président Alan García, qui la surpassa au moment décisif de l'élection d'une marge très étroite. Dans le ballottage, García, attirant une partie de l'électorat de Flores, défit Humala.

Dans ces élections, une alliance, à l'occasion, entre Unidad Nacional et le Frente de Centro ('Front de Centre') de Valentín de Paniagua aurait pu s'établir. C'est une possibilité à laquelle on aurait bien pu songer, sachant que le parti le plus important du Frente, Acción Popular ('Action Populaire'), se trouvait autant politiquement que idéologiquement plus proche de Unidad Nacional que du reste des formations du Front lui-même, et il avait fait des alliances avec le Parti Populaire Chrétien dans le passé. On pourrait déduire alors que le retrait de Paniagua de la candidature présidentielle, ou le soutien à sa candidature de la fujimoriste Alliance pour le Future, aurait augmenté les chances de Lourdes Flores d'accéder au ballottage.



**Graphique 3. INTENTION DE VOTE DANS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE PÉRUVIENNE DE 2006**



Source: APOYO S.A. Opinión y Mercado

Il paraît évident qu'une possible dynamique de transfert d'appuis, analogue à celle qui vient d'être décrite, pourrait se lier au comportement stratégique. Un votant rationnel abandonnerait ou renoncerait à sa première option et soutiendrait un candidat plus faible pour empêcher un plus fort d'obtenir le deuxième poste et devenir ainsi le compétiteur de son candidat idéal au deuxième tour. De cette façon, en appuyant l'arrivé d'un rival plus « convenable » au second tour, il peut s'assurer la victoire de son candidat préféré. Le risque, comme signale Cox (1997 : 130) est que, si ce comportement se généralise parmi les votants du candidat en tête, son accès au deuxième tour pourrait être mis en péril. « On devrait souligner que les votants qui désertent d'un candidat favori qui a « trop de votes » (quoique non pas suffisamment pour gagner le premier tour), adoptent une stratégie dangereuse : si trop des partisans de l'abandonnent au premier tour, cherchant à aider le plus faible de ses deux compétiteurs les plus proches pour assurer sa victoire finale, il est alors possible que l'échoue tout simplement dans sa tentative de participer au run-off. »

Dans les élections présidentielles de 2011, le Pérou offre un autre bon exemple du scénario du « centre divisé », qui empêche la coordination stratégique des électeurs

modérés et l'accès du gagnant de Condorcet<sup>1</sup> au deuxième tour. Jusqu'à trois ou quatre modérés avec des possibilités d'atteindre le deuxième tour se disputaient un poste dans le run-off, et deux d'entre eux, Castañeda et Toledo, furent les candidats en tête à différents moments de la précampagne : Castañeda, ex-maire de Lima et gagnant de Condorcet selon les sondages, parvint à cumuler, plusieurs mois avant l'élection, une intention de vote constant proche de 25% dans les sondages et l'ex-président Toledo arriva à être le leader avec un 28% d'intention de vote, deux mois avant le premier tour électoral. Comme on peut vérifier dans le tableau 3, procédant d'une enquête nationale des jours préalables à l'élection du premier tour, Castañeda était dans cette élection présidentielle le gagnant Condorcet et Kuczynsky était le perdant ; Humala, Fujimori et Toledo étant les Condorcet neutres. Dans un hypothétique deuxième tour, Castañeda et même Toledo, auraient vaincu n'importe quel autre adversaire.

**Tableau 2. INTENTION DE VOTE DANS DES AFFRONTEMENTS DEUX À DEUX (PERÚ 2011)**

	OLLANTA HUMALA		KEIKO FUJIMORI		ALEJANDRO TOLEDO		P. P. KUCZYNSKY	
	LC	OH	LC	KF	LC	AT	LC	PPK
<b>LUIS CASTAÑEDA (LC)</b>	46	44	46	38	46	37	47	30
<b>OLLANTA HUMALA (OH)</b>			<b>OH</b>	<b>KF</b>	<b>OH</b>	<b>AT</b>	<b>OH</b>	<b>PPK</b>
			42	42	40	44	43	41
<b>KEIKO FUJIMORI (KF)</b>					<b>KF</b>	<b>AT</b>	<b>KF</b>	<b>PPK</b>
					41	43	41	38
<b>ALEJANDRO TOLEDO (AT)</b>							<b>AT</b>	<b>PPK</b>
							41	38

Source: APOYO S.A. Opinión y Mercado. Enquête Nationale Avril 2011.

Deux choses empêchèrent l'intention de vote pour l'ex-président de se stabiliser : la première, l'essor d'un tiers candidat modéré, Pedro Pablo Kuczynsky, qui réunit un support de plus de 12-13 points dans les dernières semaines de campagne, et la seconde, l'appui grandissant d'Humala à Kuczynsky, appui qui aurait certainement été gratifiée d'un transfert de votes de la part de Toledo ; en conséquence, on observa un recul de 12

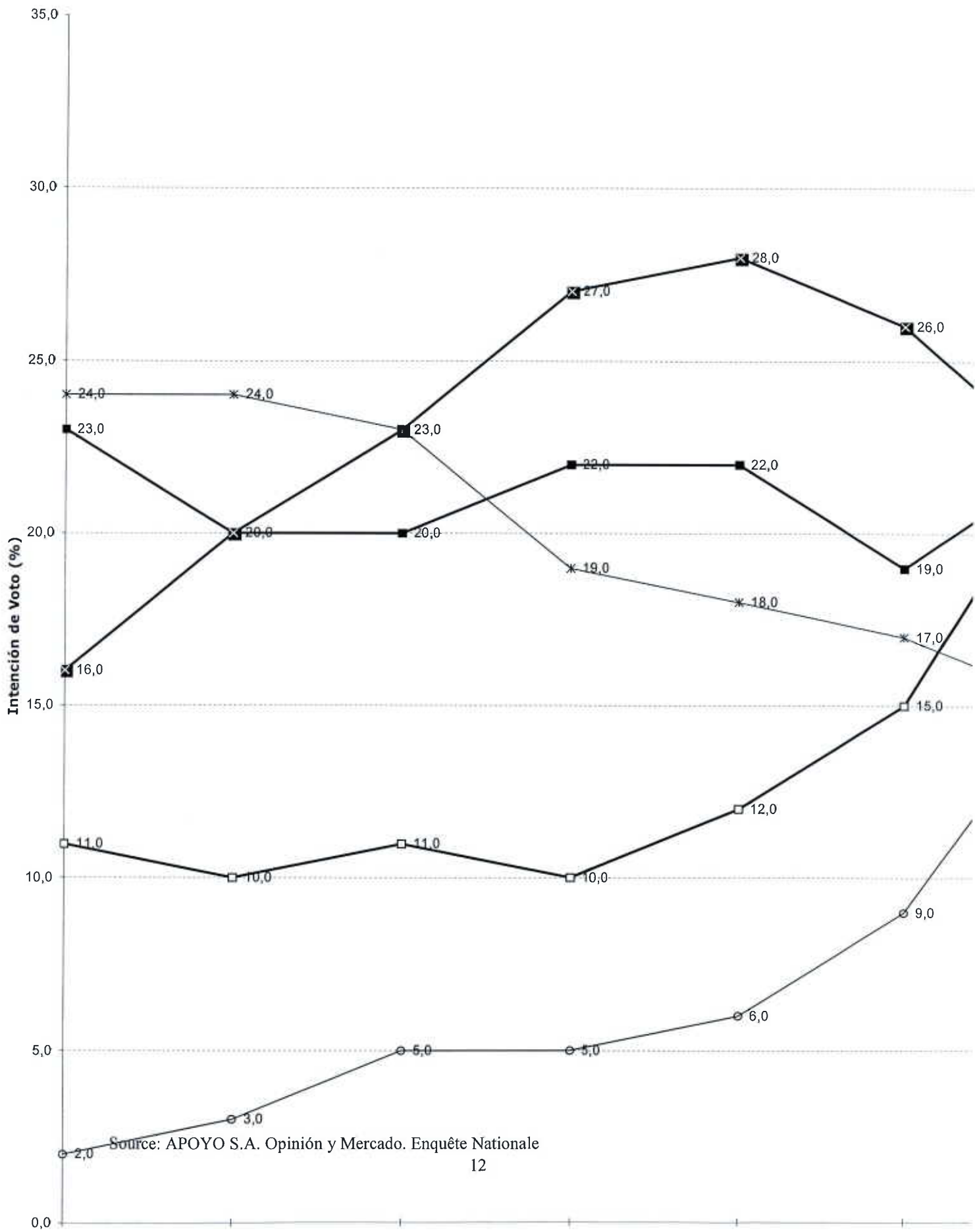
<sup>1</sup> Giovanni Sartori (1994) a argumenté que les systèmes électoraux à deux tours punissent et sous-représentent spécialement les partis radicaux, extrémistes ou antisystème, car ils ont moins la capacité des partis modérés à transférer de votes entre les deux tours de l'élection. Cet exposé a été aussi utilisé par quelques défenseurs du ballottage à l'élection présidentielle, qui ont signalé que dans un deuxième tour, un candidat radical recevrait très peu de votes additionnels provenant du reste des candidats éliminés au premier tour. Ainsi, dans un enquête réalisée à des congressistes péruviens et mexicains par Cynthia McClintock (2006), il apparaît que les raisons de la plupart d'entre eux pour préférer le run-off en tant que mécanisme d'élection présidentielle étaient le fait que cette méthode "fait augmenter la légitimité" (62% des parlementaires péruviens et 67% des mexicains qui préféraient ce système soutenaient cet argument) et assure le soutien majoritaire d'un président plus proche du centre politique (signalé par le 16% et le 28% des législateurs péruviens et mexicains respectivement).

à 13 %, l'intention de vote passant du 28 % au 15% dans le deuxième tour, comme cela a été noté dans la série temporelle du graphique n°3.

Par conséquent, l'absence d'accords entre les candidats centristes et la division du centre politique aurait permis que le deuxième tour se disputât au bout du compte entre deux candidats avec un fort taux de refus de la population, ceux qui provoqua une polarisation extrême de la campagne visant l'élection définitive : ces candidats étaient Ollanta Humala et Keiko Fujimori.

#### **Graphique 4. INTENTION DE VOTE DANS L'ÉLECTION PRÉSENTIELLE PÉRUVIENNE DE 2011**





En tout cas, la conclusion que l'on peut tirer de cette analyse de scénarios stratégiques sous le système à deux tours, c'est que cette règle de décision, de même que la règle de la majorité relative, dépend des alternatives ou candidats insignifiants, c'est à dire des options disponibles (Dolez et Laurent, 2011 ; Bélanger et Turgeon, 2012). L'effet « spoiler » est présent au premier tour dans la mesure où la présence de concurrents marginaux peut déterminer l'identité des deux finalistes. L'importance des alliances partisans et des coalitions électorales n'est pas exclusive ni à la période entre les deux tours, ni à la mobilisation des candidats et de ses formations politiques pendant la campagne du deuxième tour, comme il est parfois soutenu dans les études sur ce type de systèmes d'élection présidentielle, mais cela touche aussi la sélection de finalistes au premier tour.

### 3. PROBLÈMES DE COORDINATION STRATÉGIQUE DANS LE SCÉNARIO DU "MULTIPARTISME BIPOLAIRE DÉSEQUILIBRÉ"

Un autre résultat paradoxal, conséquence de l'échec du vote stratégique au premier tour, est le scénario du « multipartisme bipolaire déséquilibré » (lopsided bipolar multipartism ». Dans ce cas, il existe une famille de préférences si divisée en candidatures que juste deux candidats appartenant à une autre famille de préférences se qualifieront pour le run-off finalement. Comme le souligne Gary Cox (1997 : 134-135), « dans le multipartisme bipolaire déséquilibré (par exemple, avec trois ou plus candidats de gauche affrontant deux candidats de droite), des pressions évidentes à la consolidation de la gauche se présenteraient : il est plus probable, si la gauche n'a qu'une légère avance sur la droite, et que la gauche et la droite repartent leurs votes de façon homogène entre leurs candidats, que les deux de droite arrivent au deuxième tour. L'anticipation de ce résultat devrait pousser les élites de gauche à organiser le retrait d'un candidat au moins, ou, le cas échéant, à proportionner l'information nécessaire pour provoquer la désertion stratégique d'un des candidats de gauche ». Quand cette coordination ne se produit pas, il arrive comme dans les élections présidentielles françaises de 2002, où la fragmentation de la gauche (avec les candidatures du premier ministre Jospin, de Jean-Pierre Chevènement, des écologistes, etcetera) rendit possible un deuxième tour avec deux candidats conservateurs, Chirac et Le Pen (Blais, 2004 ; Laverj, Benoit et Sauger, 2006 ; Bélanger, Lewis-Beck, Chiche et Tiberj, 2006).

**Tableau 3. VOTE AUX ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES FRANÇAISES DE 2002**

		1995		2002	
		1° tour	2° tour	1° tour	2° tour
Trotskistes	LAGUILLER	5,4	LAGUILLER	5,8	
			BESANCENO	4,3	
			T		
			GLUCKSTEIN	0,5	
Communistes	HUE	8,7	HUE	3,4	

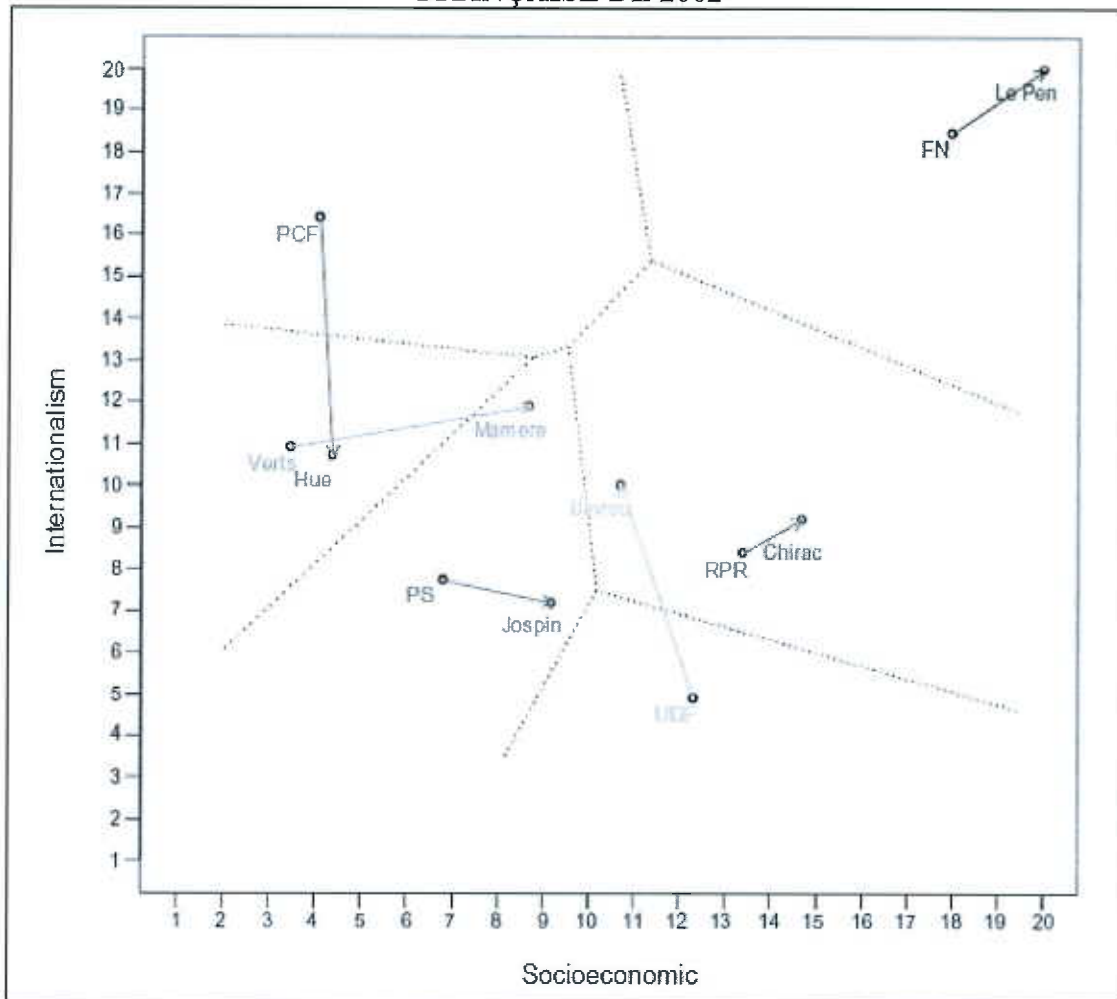
Socialistes	JOSPIN	23,2	47,4	JOSPIN	15,8	
Radical				TAUBIRA	2,1	
Républicain				CHEVENEME	5,4	
				NT		
Écologistes	VOYNET	3,3		LEPAGE	1,9	
				MAMERE	5,3	
<b>TOTAL GAUCHE</b>		<b>40,7</b>			<b>44,6</b>	
Droite et centre liberal				BAYROU	6,9	
				MADLIN	4,0	
				BOUTIN	1,2	
Droite gaulliste	CHIRAC	20,5	52,6	CHIRAC	19,4	82,2
	BALLADUR	18,5				
Autres droite	DE VILLIERS	4,8		SAINT JOSSE	4,3	
Extrême droite	LE PEN	15,3		LE PEN	17,2	17,8
		0,0		MEGRET	2,4	
<b>TOTAL DROITE</b>		<b>59,1</b>			<b>55,4</b>	
<b>TOTAL CANDIDATURES</b>		<b>100,0</b>			<b>100,0</b>	

Source: Élaboration propre

Ce paradoxe se produit même si le pourcentage de votes obtenus par les partis de gauche avait été supérieur en 2002 qu'à l'élection de 1995 (44,6 en 2002 et 40,7% en 1995) où son représentant, Jospin, accéda au deuxième tour ; par contre, le pourcentage de votes de la droite était inférieur en 2002 qu'en 1995 (55,4% vers 59,1%) comme dans le tableau ci-dessus, qui regroupe les résultats obtenus par blocs idéologiques. Comme il a été dit dans l'analyse de la position spatiale des candidats, dérivé d'une étude de ses programmes et à l'aide de panels d'experts, le mouvement vers le centre effectué par Jospin a érodé gravement ses possibilités d'accéder au deuxième tour, confirmant ce que Kuhn (2002 :47) appelle la « loi de fer du deuxième tour » : la nécessité d'assurer le vote dur au premier tour avant d'élargir la base d'appui dans la deuxième ». Comme précisent Laver, Benoit et Sauger (2006 :671), le dilemme stratégique sous cette forme d'élection présidentielle suppose que « une position politique qui gagne des votes suffisants pour passer le premier tour peut ne pas être capable, le deuxième tour venant, de se mettre en dessus des autres gagnants du premier tour », de plus « une position politique qui gagnerait en deuxième tour peut ne pas être capable de gagner les votes suffisants au premier tour pour atteindre le deuxième ». La carte suivante des positions spatiales des candidats montre ces mouvements dans leurs discours, perçus par un panel d'experts. Ces positions sont fonctions de deux dimensions : la politique économique et en politique internationale.



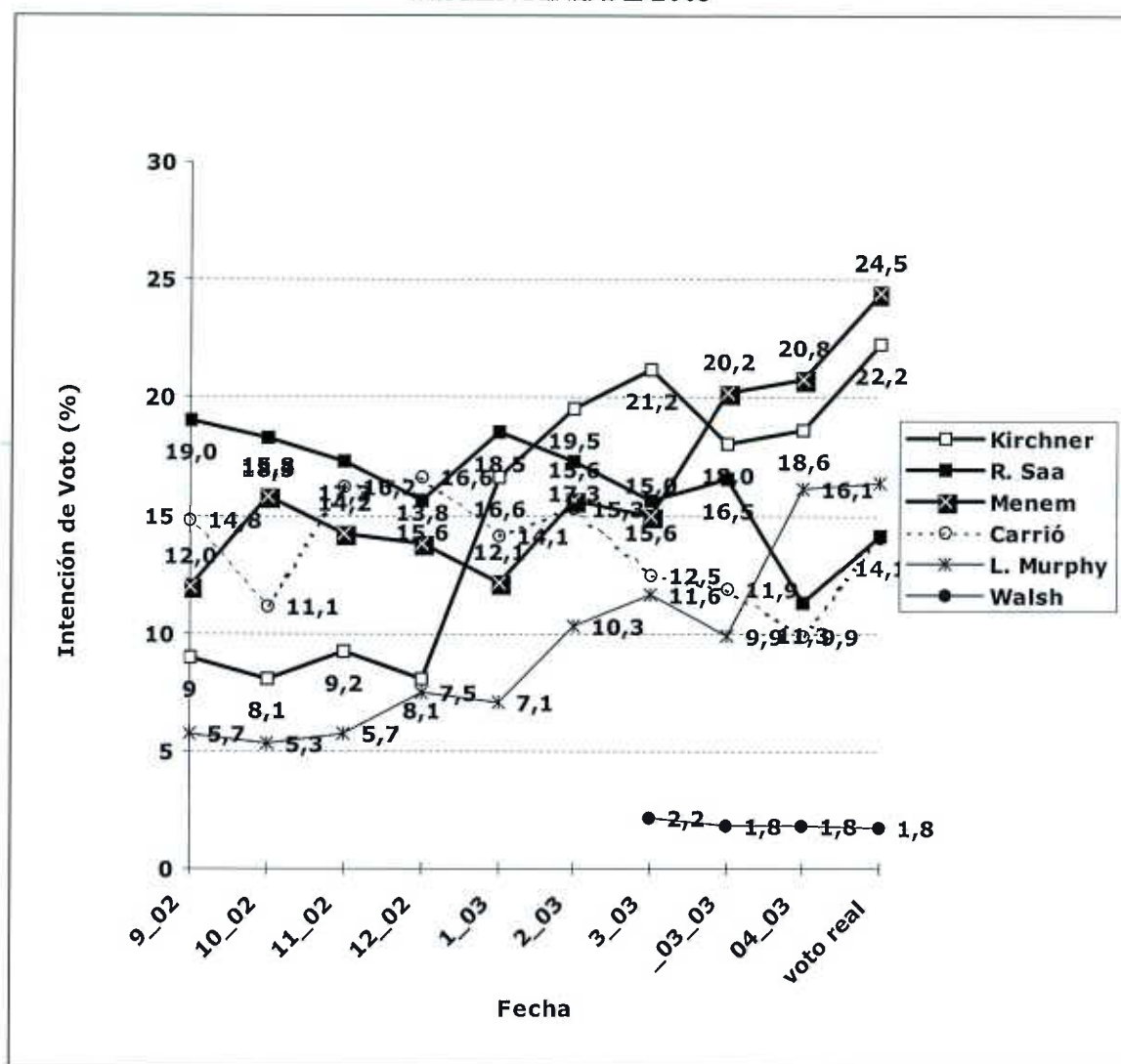
**Graphique 5. POSITION SPACIAL DES CANDIDATS DANS L'ÉLECTION FRANÇAISE DE 2002**



Source: Laver, Benoit y Sauger, 2006: 686

Des situations similaires, malgré ces alignements différenciés, se produisaient en Argentine en 2003 avec un deuxième tour entre deux péronistes (qui n'arriva pas à se produire) et en Equateur en 1992, avec un run-off entre deux candidats de la droite traditionnelle. Dans l'Argentine de 2003, deux candidats péronistes, Kirchner et Menem, atteignirent un deuxième tour. Il s'agissait évidemment d'un cadre très favorable pour que nombreuses candidats essayèrent, après la crise de 2001-2002, l'accès au ballottage, ce qui explique le large spectre idéologique représenté par les différents candidats à la présidence : trois dirigeants péronistes, le néolibéral Medem, Adolfo Rodríguez Saá ou encore Néstor Kirchner, ces trois étant des continuateurs de l'ancienne tradition populiste et sociale, plus étatiste, du Parti Justicialiste ; deux anciens membres de Unidad Cívica Radical ('Unité Civique-Radicale'), Ricardo López Murphy, accompagné par son Movimiento Federal Recrear ('Mouvement Fédéral Récréer') de centre-droite, et Elisa Carrió, à la tête de la formation plus à gauche, Argentina por una República entre Iguales ('Argentine pour une République entre Égaux'), en plus du candidat officiel de ce parti, Leopoldo Moreau, le représentant du Parti Socialiste, et Patricia Walsh, de l'Alliance Gauche Unie.

Graphique 6. INTENTION DE VOTE DANS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ARGENTINE DE 2003



Source: Consultants Ipsos-Mora et Araujo et Analogies, Journal 'La Nación' (22 et 30 mars 2003)

#### 4. LES PROBLÈMES DU MULTIPARTISME DESINSTITUTIONALISÉ: LE SCÉNARIO DES "OUTSIDERS"

Le besoin de rassembler un soutien suffisamment large pour gagner la présidence dans un système électoral à deux tours peut freiner la tendance chez les candidats à s'identifier aux partis traditionnels, aussi bien qu'à établir des engagements idéologiques bien définis. Par conséquent les campagnes électorales, les messages envoyés aux votants et la rhétorique du débat politique visent plutôt la personnalité des leaders que leurs liens avec les organisations partisans, et souvent les compétiteurs dans la course présidentielle ne maintiennent pas des connexions avec les partis ; ils questionnent même le rôle de ceux-ci en tant que facteur de stabilité, parmi le classique discours populiste et anti partis.

L'extrême personnalisation de l'élection présidentielle a tendance à augmenter l'influence politique des outsiders et des *caudillos* sans l'appui ni de partis ni de

congressistes. Les outsiders sont des candidats aux discours et styles antipartis qui aspirent à la présidence et qui participent aux élections sans le soutien d'un parti national important ou ayant développé leur carrière hors des traditionnels canaux partisans. Les exemples de Fujimori à Pérou, Collor de Melo au Brésil (« un président télévisuel qui flotte sur un Congrès de partis volatils », pour récupérer l'expression de Sartori), Ollanta Humala au Pérou, Lucio Gutierrez ou Correa à l'Équateur, Bordón à l'Argentine, Max Fernandez en Bolivie, Aristide en Haïti, Noemi Sanin en Colombie, Ravalomanana en Madagascar, Lebed en Russie, et, encore, l'inconnu Tyminski en Pologne (qui obligea Lech Wallesza à concourir au ballottage en 1991) représentent des exemples éloquents.

La tendance à l'essor des outsiders est spécialement évidente dans la formule du run-off, où plus de candidats sont poussés à participer au premier tour (Linz 1994 : 21 ; Jones 1995 : 97 ; Shugart et Carey 1992 : 215). L'expérience semble indiquer qu'un contexte électoral à deux tours encourage la compétition des outsiders possédant un fort charisme personnel, qui essaient d'arriver au pouvoir sans besoin de s'associer avec les partis traditionnels ou d'autres formes organisées de représentation d'intérêts, ce qui gêne extrêmement l'institutionnalisation des systèmes de partis. Quelques uns de ces outsiders dans des systèmes de run-off ont pu même parvenir à la présidence, comme Collor au Brésil, Fujimori au Pérou, ou Lucio Gutierrez et Correa à l'Équateur. Néanmoins, quelques exemples se trouvent aussi dans les contextes de majorité relative, comme ceux de Ross Perot aux États-Unis, Chavez en Venezuela, Chung Ju Yung en Corée ou Estrada aux Philippines, et il faut reconnaître aussi que quelques outsiders ont réussi à obtenir la présidence dans le contexte de la majorité simple, comme Chavez en Venezuela, ou Caldera en Venezuela et Fernando Lugo en Paraguay à moindre échelle. Par contre, sous un système de majorité relative les exemples d'outsiders diminuent, ainsi que leurs probabilités de succès. Leurs conditions pour un triomphe électoral deviennent également plus restrictives car, d'emblée, ce type de candidat a besoin d'un haut pourcentage de votes pour vaincre dans une élection à un seul tour, ce qui le force à chercher de l'aide externe et s'appuyer sur des partis établis et sur des organisations sociales fortes et solides, tout en articulant des larges plateformes électorales.

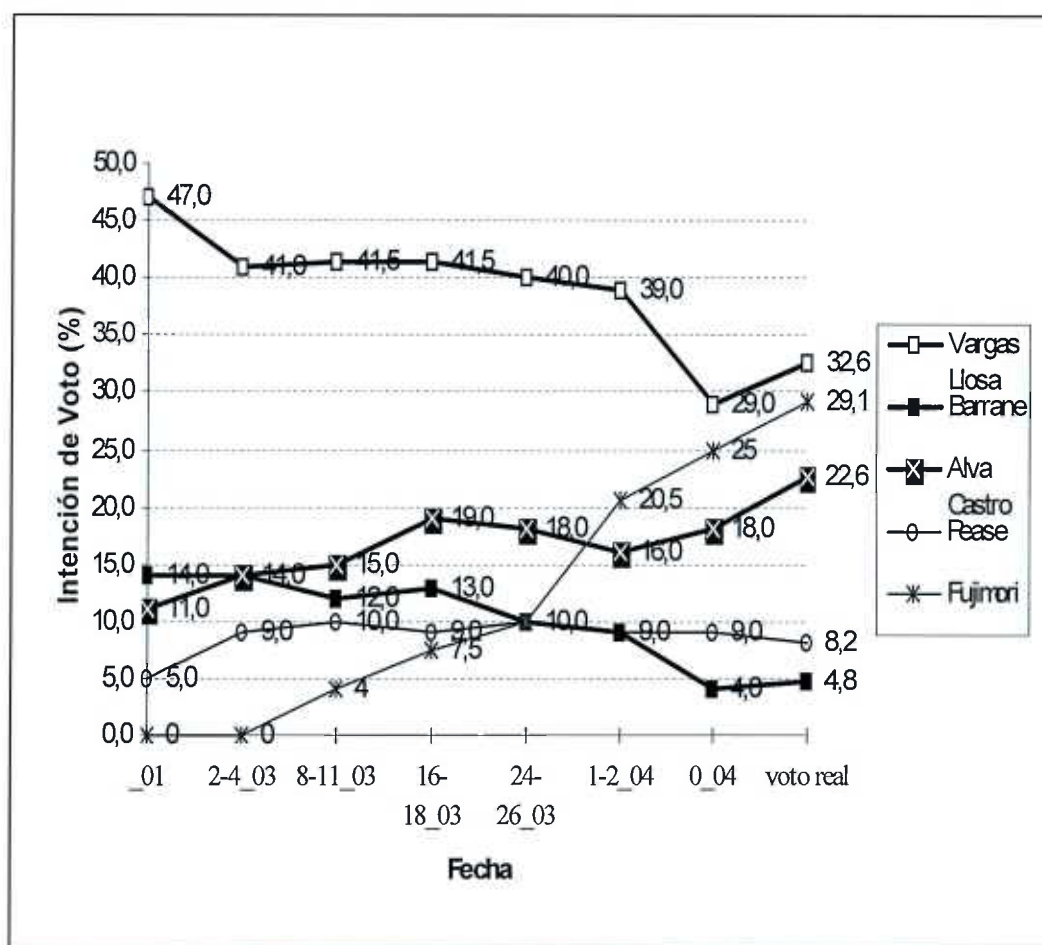
Indubitablement, le paradigme en politique comparé sur les outsiders est l'expérience péruvienne sous Fujimori, qui montre aussi comme le système de ballottage peut offrir une interprétation autoritaire du rôle du président dans le sens des démocraties délégataires de O'Donnell. L'élection péruvienne de 1990 représente, en plus, un exemple excellent de l'irruption dans la compétition électorale d'un outsider dans une phase très tardive du processus, ainsi qu'un cas réussi de coordination et de vote stratégique parmi les votants, bien renseignés sur les possibilités des différents candidats, ce qui permit d'éviter la victoire du candidat moins attendu par l'ensemble de l'électorat (Cameron, 1992 ; Schmidt, 1996 et 1999).

Au Pérou, des mois avant l'élection, les commentateurs politiques pronostiquèrent une bataille présidentielle très idéologisée et polarisée entre le libéral Mario Vargas Llosa et le candidat de gauche Alfoso Barrantes, après l'écroulement de APRA à cause du discrédit de l'administration de son leader Alan Garcia. Mais la sortie de Barrantes de Izquierda Unida ('Gauche Unie') visant à fonder son propre parti moins à gauche, Izquierda Socialista ('Gauche Socialiste') entama considérablement le soutien à sa candidature et divisa fatalement le vote de la gauche. C'était ainsi qu'on a pris conscience de la nécessité d'articuler une candidature centriste capable d'attirer le



soutient de secteurs différents et d'empêcher la victoire de Vargas Llosa, qui aurait gagné par majorité simple. Dans cette situation stratégique, comme le signale Cox (1997 :133), « si tous attendent que A gagne face à B, mais qu'il perde face à C, il y a toujours une raison fondamentale pour voter de façon stratégique, spécialement si B et C sont plus proches entre eux idéologiquement de que ce n'importe quel des deux l'est de A (...). L'attente commune pendant la dernière semaine de campagne était que A (Vargas Llosa) pourrait défaire B (Alva Castro, l'un des candidats centristes qui essayait de se placer en deuxième lieu au premier tour) mais probablement pas C (Fujimori, l'autre candidat centriste viable) ». Les votants assumèrent que le candidat de l'APRA, Alva Castro, ne vaincrait Vargas Llosa dans un deuxième tour et commencèrent à coordonner leurs espoirs autour de Fujimori, un politicien inconnu alors. A l'aide du support caché du président sortant Alan Garcia et des médias qu'il contrôlait, Fujimori s'éleva d'une façon surprenante comme une alternative aux candidats fredemiste et apriste, obtenant ainsi le deuxième poste dans le premier tour avec un 29,1 % des suffrages (Vargas Llosa et Alva Castro obtinrent le 32,6 et le 22,6 respectivement). Fujimori tira profit du vote stratégique pour atteindre le deuxième poste au premier tour et il vainquit Vargas Llosa au deuxième à une large majorité (62,5 % face au 37,5 %) dans un exemple classique d'effet anti-bandwagon, c'est-à-dire, de changement du vote comme tentative d'empêcher le triomphe d'un parti ou d'un candidat concret (voir le graphique 7).

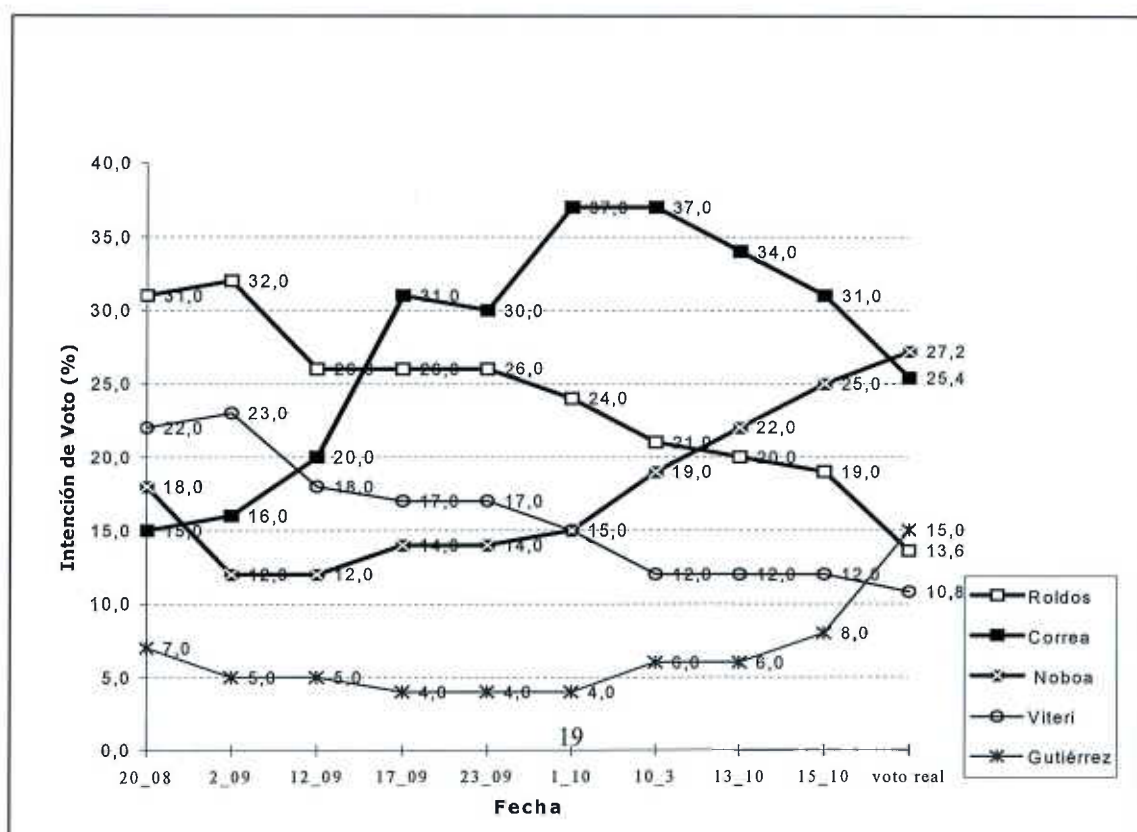
**Graphique 7. INTENTION DE VOTE DANS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE PÉRUVIENNE DE 1990**



Source: Schmidt (1996: 329) avec des données de APOYO S.A.

On pourrait songer à un cas extrême, dans ce scénario : celui d'un deuxième tour disputé par deux candidats « outsiders ». Les élections présidentielles équatoriennes en 2002 et 2006 sont un excellent exemple de cette situation dans son entier : dans les deux cas, deux outsiders se disputaient la présidence durant le deuxième tour (Gutierrez et Noboa en 2002, Correa et Noboa en 2006) bien que les attentes préalables fussent différentes. Dans l'accès des deux outsiders au deuxième tour en 2006 le déclin des appuis aux deux front-runners fut fondamental. Ces front-runners étaient les candidats les plus ressortis dans les sondages, le candidat de gauche modéré Leon Roldos et celle de droite Cynthia Viteri. Roldos resta à la tête des sondages jusqu'au mois d'avant des élections et les enquêtes le proclamaient gagnant dans un hypothétique ballottage avec l'autre candidat principal, Rafael Correa. Néanmoins, malgré ces pronostics favorables, la candidature de Roldos s'affaiblit peu à peu dans la dernière phase de la campagne et fut finalement surmontée même par l'outsider Alvaro Noboa, aussi finaliste dans les élections présidentielles de 2002, de même que par un troisième candidat. En plus, encore de manière inattendue comme en 2002, un autre candidat, Alvaro Noboa, obtenait au premier tour un score supérieur même à celui de Rafael Correa (22,8%) qui était le candidat favori selon les sondages. Ce résultat fut la conséquence de la fragmentation du vote, très prononcée comme en 2002, rendit difficile la coordination stratégique des votants. La volatilité des préférences des citoyens et les changements subis par les candidats « en tête » des sondages restent fidèlement reflétés dans le graphique 5. Au deuxième tour, grâce aux transferts de votes de la gauche modérée et des socio-démocrates, autrement dit, des partisans des candidats les plus faibles, Rafael Correa s'imposa d'une façon écrasante, recevant le 65% des suffrages.

**Graphique 8. INTENTION DE VOTE DANS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE L'ÉQUATEUR 2006**



Source: CEDATOS Gallup. Enquête Nationale

## **5. CONSIDÉRATIONS FINALES**

Dans cet article nous avons décrit et étudié brièvement quelques uns des problèmes de coordination entre les candidats et leurs votants qui peuvent se produire sous la règle du ballottage dans des contextes de multipartisme : le scénario du centre divisé, le scénario du multipartisme bipolaire déséquilibré et le scénario du multipartisme desinstitutionnalisé. Ce qui ressort des faits analysés, dans les deux premiers cas, est que le gagnant de Condorcet pourrait être exclu au premier tour de l'élection présidentielle, provoquant la victoire de candidats qui dans un affrontement duel auraient pu être battus par d'autres candidats éliminés au premier tour. Plusieurs élections présidentielles ont produit ces résultats en France. Dans le cas du multipartisme desinstitutionnalisé, une configuration politique typique ou propre à quelques systèmes présidentiels avec des partis faibles, les réalignements politiques sont si fluides et la dynamique des appuis si changeante que le gagnant peut être presque imprédictible, voir livré au hasard.



## BIBLIOGRAPHIE

- ADAMS, James; Samuel MERRILL III et Bernard GROFMAN (2005): "Does France's Two-Ballot Presidential Election System Alter Candidates' Policy Strategies: A Spatial Analysis of Office-Seeking Candidates in the 1988 Presidential Election," *French Politics* vol. 3, n° 2, pp. 98-123.
- BÉLANGER, Éric et Mathieu TURGEON (2012): "Voting Behavior in Dual Ballot Contests: The Case of French Presidential Elections," *Political Studies Association*.
- BÉLANGER, Éric; Michael S. LEWIS-BECK; Jean CHICHE et Vincent TIBERJ (2006): "Party, Ideology, and Vote Intentions: Dynamics from the 2002 French Electoral Panel," *Political Research Quarterly*, vol. 59, n° 4, pp. 503-515.
- BLAIS, André (2004): "Strategic Voting in the 2002 French Presidential Election," en Michael S. Lewis-Beck, ed., *The French Voter: Before and After the 2002 Election*. Basingstoke: Palgrave/Macmillan.
- BLAIS, André; Jean-François LASLIER; Annie LAURENT; Nicolas SAUGER y Karine VAN DER STRAETEN (2007): "One Round versus Two Round Elections: An Experimental Study," *French Politics*, vol. 5, pp. 278-286.
- BLAIS, André; Simon LABBÉ-ST-VINCENT; Jean-François LASLIER; Nicolas SAUGER y Karine VAN DER STRAETEN (2011): "Strategic Vote Choice in One Round and Two Round Elections," *Political Research Quarterly*, vol. 64, n° 3, pp. 637-645.
- BLAIS, André et Richard NADEAU (1996): "Measuring Strategic Voting: A Two-Step Procedure," *Electoral Studies*, vol. 15, pp. 39-52.
- BOUTON, Laurent et Gabriele GRATTON (2013): "Majority Runoff Elections: Strategic Voting and Duverger's Hypothesis," *Manuscrito no publicado*, Universidad de Boston.
- CAMERON, Maxwell A. (1992): "Rational Resignations: Coalition Building in Peru and the Philippines", *Comparative Political Studies*, vol. 25, pp. 229-250.
- CHASQUETTI, Daniel (2001): "Elecciones presidenciales mayoritarias en América Latina", *América Latina Hoy*, n° 29, pp. 31-51.
- COLOMER, Josep M. (2001): *Political Institutions: Democracy and Social Choice*. Oxford: Oxford University Press.
- COLOMER, Josep M. (2003): *Electoral Rules and Governance*. Ponencia presentada al Congreso de la American Political Science Association (APSA), Filadelfia.
- COX, Gary W. (1997): *Making Votes Count: Strategic Coordination in the World's Electoral Systems*. Cambridge: Cambridge University Press.
- CRESPO, Ismael (2009): "El *ballotage* en América Latina", en J. Reynoso Nuñez y M. Sánchez de la Barquera y Arroyo, eds., *La democracia en su contexto: Estudios en homenaje a Dieter Nohlen en su septuagésimo aniversario*, México, Fondo de Cultura Económica.
- CRESPO, Ismael et Antonio GARRIDO (2008): *Elecciones y sistemas electorales presidenciales en América Latina*. México: Porrúa.
- CRESPO, Ismael; Antonio GARRIDO et Mario RIORDA (2008): *La conquista del poder: Elecciones y campañas presidenciales en América Latina*. Buenos Aires: La Crujía.
- DOLEZ, Bernard; Bernard GROFMAN et Annie Laurent, eds. (2011): *In Situ and Laboratory Experiments on Electoral Reform: French Presidential Elections*.

Nueva York: Springer.

- DOLEZ, Bernard et Annie LAURENT (2010): "Strategic Voting in a Semi-Presidential System with a Two-Ballot Electoral System: The 2007 French Legislative Election," *French Politics*, vol. 8, n° 1, pp. 1-20.
- FAUVELLE-AYMAR, Christine et Michael S. LEWIS-BECK (2008): "TR versus PR: Effects of the French Double Ballot," *Electoral Studies* vol. 27, n° 3, pp. 400-406.
- GARRIDO, Antonio (2006): "Problemas de coordinación estratégica en elecciones presidenciales," en C. Flores Juberías, ed., *De la Europa del Este al Este de Europa*. Valencia: Universitat de València.
- GOLDER, Matt (2006): "Presidential Coattails and Legislative Fragmentation," *American Journal of Political Science*, vol. 50, n° 1, pp. 34-48.
- GROFMAN, Bernard (2006): "Properties of Runoff Methods," Ponencia presentada a la Conferencia "Plurality and Multirround Elections", Universidad de Montreal, Canadá.
- GROFMAN, Bernard (2008): "A Taxonomy of Runoff Methods," *Electoral Studies*, vol. 27, pp. 395-399.
- HICKEN, Allen et Heather STOLL (2008): "Electoral Rules and the Size of the Prize: How Political Institutions Shape Presidential Party Systems," *Journal of Politics*, vol. 70, n° 4, pp. 1-19.
- JONES, Mark P. (1995): *Electoral Laws and the Survival of Presidential Democracies*. Notre Dame: University of Notre Dame Press.
- JONES, Mark P. (1999): "Electoral Laws and the Effective Number of Candidates in Presidential Elections", *Journal of Politics*, vol. 61, n° 1, pp. 171-184.
- JONES, Mark P. (2004): "Electoral Institutions, Social Cleavages, and Candidate Competition in Presidential Elections", *Electoral Studies* n° 23, pp. 73-106.
- KENNEY, Charles D. (1998): *The Second Round of the Majority Run-off Debate: Classification, Evidence, and Analysis*. Ponencia presentada a la reunión de la Latin American Studies Association (LASA), Chicago.
- KUHN, Raymond (2002): "The French Presidential and Parliamentary Elections, 2002" *Representation*, vol. 39, n° 1, pp. 44-56.
- LAVIER, Michael; Kenneth BENOIT et Nicolas SAUGER (2006): "Policy Competition in the 2002 French Legislative and Presidential Elections," *European Journal of Political Research*, vol. 45, pp. 669-699.
- LEWIS-BECK, Michael S. et Kevin CHLARSON (2002): "Party, Ideology, Institutions and the 1995 French Presidential Election," *British Journal of Political Science*, vol. 32, n° 3, pp. 489-512.
- LINZ, JUAN J. (1994): "Presidential or Parliamentary Democracy: Does It Make a Difference?", en Juan J. Linz y Arturo Valenzuela, eds., *The Failure of Presidential Democracy: Comparative Perspectives*. Baltimore: The Johns Hopkins University Press.
- MARTINEZ, Rafael, ed., (2004): *La elección presidencial mediante doble vuelta en Latinoamérica*. Barcelona: Institut de Ciències Polítiques i Socials.
- McCLINTOCK, Cynthia (2006): "Plurality versus Majority Runoff Rules for the Election of the President in Latin America: Insights from the 2006 Peruvian and Mexican Elections". Ponencia presentada al Congreso de la American Political Science Association (APSA), Filadelfia.

Congrès AFSP Paris 2013

- MYERSON, Roger et Robert WEBER (1993): "A Theory of Voting Equilibria", *American Political Science Review*, vol. 87, pp. 102-114.

- NADEAU, Richard; Éric BÉLANGER; Michael S. LEWIS-BECK; Bruno CAUTRÈS et Martial FOUCAULT (2012): *Le vote des Français de Mitterrand à Sarkozy*. Paris: Presses de Sciences Po.
- NIOU, Emerson M.S. (2001): "Strategic Voting under Plurality and Run-off Rules", *Journal of Theoretical Politics*, vol. 13, n° 2, pp. 209-227.
- NOHLEN, Dieter (2008): "Elecciones presidenciales y gobernabilidad en América Latina: una visión a futuro", *Revista de Derecho Electoral*, n° 3, pp. 26-34.
- PALFREY, Thomas (1989): "A Mathematical Proof of Duverger's Law", en P. C. Ordeshook, ed., *Models of Strategic Choice in Politics*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- PEREZ-LIÑAN, Aníbal (2006): "Evaluating Presidential Runoff Elections", *Electoral Studies*, n° 25, pp. 129-146.
- SABSAY, Daniel A. (1991): *El Ballotage: Su Aplicación en América Latina y la Gobernabilidad*. San José, Costa Rica: IIDH/CAPEL.
- SARTORI, Giovanni (1994): *Comparative Constitutional Engineering: An Inquiry into Structures, Incentives and Outcomes*. Nueva York: New York University Press.
- SCHMIDT, Gregory (1996): "Fujimori's 1990 Upset Victory in Peru: Electoral Rules, Contingencies, and Adaptive Strategies", *Comparative Politics*, vol. 28, n° 3, pp. 321-354.
- SCHMIDT, Gregory (1999): *Strategic Voting under Top-Two Majority Runoff: The 1990 Peruvian Presidential Election*. Ponencia presentada al Congreso de la American Political Science Association (APSA), Atlanta.
- SCHMIDT, Gregory (2006): "Back to the Future? The 2006 Peruvian General Election," *Electoral Studies*, vol. 26, pp. 797-837.
- SHUGART, Matthew S. et John M. CAREY (1992): *Presidents and Assemblies: Constitutional Design and Electoral Dynamics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- SHUGART, Matthew S. et Rein TAAGEPERA (1994): "Plurality vs. Majority Election of President: A Proposal for a «Double Complement Rule»", *Comparative Political Studies*, n° 27, pp. 323-348.
- SPOON, JAE-JAE (2008): "Presidential and Legislative Elections in France, April-June 2007," *Electoral Studies*, vol. 27, pp. 151-190.
- WRIGHT, Steven G. et William H. RIKER (1989): "Plurality and Run-off Systems and the Number of Candidates", *Public Choice*, vol. 60, pp. 155-175.